



Un automne noir pour les Européens : Coups d'état des pouvoirs financiers

Par [Prof. Jules Dufour](#)

Mondialisation.ca, 29 juillet 2015

18 novembre 2011

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Économie](#)

En 2011, nous avons fait état, dans un article qui est publié de nouveau aujourd'hui par Mondialisation.ca, des actions des puissances financières qui se sont emparées du pouvoir politique de plusieurs pays européens, actions que nous avons assimilées à de véritables coups d'État. Nous avons brièvement décrit ce processus dans les pays les plus affectés tels que l'Italie et la Grèce où on a vu des technocrates remplacer les membres élus des Parlements. Ces événements se sont déroulés dans le contexte de l'application de mesures d'austérité telles que des coupures importantes dans les dépenses publiques, qui ont entraîné un appauvrissement général de la population. Ces mesures ont suscité colère et indignation qui se sont traduites dans de nombreuses manifestations de protestation.

Les pays de la périphérie, membres de la zone Euro, tels que l'Espagne, le Portugal, l'Irlande, la Grèce et même l'Italie ont été particulièrement affectés. La Grèce, dans ce contexte, s'est retrouvée dans une situation de défaut de paiement et a dû entreprendre des négociations avec ses créanciers étant représentés par la Troïka (la Banque centrale européenne, la Commission européenne et le Fonds monétaire international) afin d'être en mesure de disposer de prêts à long terme avantageux. Toute l'attention mondiale s'est alors tournée vers la Grèce, son gouvernement de la gauche radicale et son président. Des négociations longues et tendues ont donné peu de résultats jusqu'à maintenant. Le comportement observé intransigeant de la Troïka a été dénoncé sur toutes les tribunes, celle-ci obligeant la Grèce à adopter un train de réformes et de mesures très sévères créant, chez les Grecques, un sentiment amer vis-à-vis des autres membres de l'UE et de la zone Euro tout en leur faisant craindre le pire avec le retrait du pays de l'ensemble européen. Nous avons, dans cet article, analysé ce processus tel que nous pouvions l'observer en 2011. Pour nous, son contenu reste encore d'actualité.

Jules Dufour

Au cours des siècles, l'impérialisme s'est doté de plusieurs moyens pour dominer la scène politique et économique à l'échelle mondiale. Le recours à la dissuasion, aux sanctions, aux embargos économiques et à la guerre s'est montré, sans contredit, souvent efficace, mais maintenant d'autres voies sont aussi privilégiées comme celle à laquelle on assiste maintenant en Europe et, tout particulièrement, dans les 17 pays membres de la zone euro. Nous observons, comme en Amérique Latine au cours du XXIème siècle, celle du remplacement des pouvoirs politiques légitimes par des gouvernements formés sous la pression des «marchés», et notamment les corporations multinationales et les magnats de

la finance, en vue de répondre sans délais et sans discussion à leurs intérêts premiers pour le maintien de leur pouvoir de domination sur la chose publique avec des interventions analogues à celles de coups d'État militaires.

Au cortège de mesures d'austérité imposées aux pays de la zone euro considérés comme des territoires d'investissements viennent de s'ajouter, en effet, des coups d'État orchestrés par les grands pouvoirs financiers et les banquiers en Grèce et en Italie afin de les contraindre d'appliquer des mesures d'austérité visant officiellement «à leur éviter la faillite et ceci pour leur propre bien». Le tout est conduit sous la forte pression exercée par les marchés dont les exigences occultes constituent le justificatif de ces opérations de conquête et de répression.

La tourmente qui a embrasé l'économie mondiale en 2008 s'est poursuivie et vient de s'intensifier avec le risque de défauts de paiements de la Grèce touchant les intérêts dus pour sa dette globale qui atteint 120% de son PIB et des déficits budgétaires considérables dans plusieurs pays. Après le printemps arabe et la destruction brutale de la Libye et l'assassinat de son chef de gouvernement nous avons maintenant l'automne noir européen.

Le surendettement tant public que privé des pays européens a été causé par cette soif du profit des pouvoirs financiers qui n'ont pas hésité à mettre en péril toutes ces économies nationales en leur accordant des prêts et en les amenant ainsi à accumuler des déficits budgétaires et des dettes pour la mise en place de conditions favorables à la croissance de leurs avoirs et de leurs richesses. Tout cela a été rendu possible grâce au concours des organisations internationales telles que le FMI et de gouvernements complices. Même le vocabulaire a changé chez eux: Les coupures budgétaires sont remplacées par les programmes d'austérité comme si le comportement des États et des individus devait être condamné ceux-ci ayant été entraînés dans un processus d'un consumérisme inconscient.

Nous avons ainsi les plans d'austérité, le renversement de gouvernements formés dans un cadre démocratique et le remplacement de chefs de gouvernement dûment élus en Grèce avec G. Papandreou remplacé par L. Papadémos, ancien banquier central européen et en Italie avec S. Berlusconi remplacé par M. Monti, ex-commissaire européen, en fait par des personnages renommés et fidèles serviteurs de la ploutocratie mondiale (Roche, Marc, 2011 et Bélair-Cirino, Marco. 2011).

Les programmes d'austérité devront être appliqués rigoureusement grâce aux coups d'État perpétrés pour asservir les peuples. Ces programmes les priveront de leurs droits fondamentaux à des services publics de qualité et aussi contribueront à la détérioration de leur régime de vie. [Les programmes d'austérité sont perçus par la majorité des Européens comme le chemin vers un appauvrissement général.](#) C'est dans un tel environnement que les peuples devront s'insurger et entreprendre un combat contre les forces qui vont à l'encontre de leurs intérêts premiers, soit ceux du respect des droits à une gouvernance démocratique participative et à un régime de justice distributive pour leur bien-être social. Ils se devront de convaincre l'opinion publique qu'il existe des voies plus efficaces, mieux ciblées et plus justes (lutte contre les paradis fiscaux, emprunts à taux non prohibitifs et à long terme) que l'austérité économique et sociale pour lutter contre le surendettement public et les déficits budgétaires des États.

I. L'endettement

«Un peu plus de 35 000 milliards de dollars, l'équivalent de 70 % de la richesse mondiale produite pendant toute une année. Telle est la montagne de dettes accumulées par les États de la planète selon The Economist. Mieux, l'hebdomadaire britannique publie sur son site une horloge de l'endettement public (The Global Public Debt Clock) qui...fait le décompte à chaque seconde, de façon globale et pays par pays. La tempête économique la pire depuis les années 1930 commence peut-être à s'éclaircir, mais un autre nuage surgit déjà à l'horizon financier, une dette publique massive... Selon le FMI, la dette publique de l'ensemble des pays avancés (États-Unis, Europe, Japon) va passer de 75 % du PIB en 2008 à 115 % en 2014. Chaque citoyen du monde riche (curieuse expression) supportera alors une dette individuelle de 50 000 dollars. La situation sera globalement bien meilleure dans les économies émergentes» (lefigaro.fr).

Selon les prévisions du même organisme, à la fin de 2011, la dette rapportée à la production annuelle des pays (PIB) la moitié des États les plus endettés dans le monde se trouvent en Europe en incluant l'Islande. Il s'agit d'abord de la Grèce, puis de l'Italie, de l'Irlande, de l'Islande et de la Belgique (figure 1).

Figure 1. Les dix pays les plus endettés (dans le monde) / Dettes souveraines rapportées au PIB à fin 2011



Source: http://fr.wikipedia.org/wiki/Fichier:Dettes_souveraines_2011.jpg

« [La dette publique des membres de la zone euro était de 5900 milliards d'euros en 2009](#) »

Selon la même source, «en 2010, les déficits publics les plus élevés, par rapport au PIB, ont été observés en Irlande (-32,4%), en Grèce (-10,5%), au Royaume-Uni (-10,4%), en Espagne (-9,2%), au Portugal (-9,1%), en Pologne (-7,9%), en Slovaquie (-7,9%), en Lettonie (-7,7%), en Lituanie (-7,1%) et en France (-7,0%)» (epp.eurostat.ec.europa.eu).

Figure 2. Dette publique globale des membres de la zone euro (en milliards d'euros courants)



Source : <http://lewebpedagogique.com/stg-bts/category/eco-droit/>

Figure 3. Dette euro 2010 en pourcentage du PIB



Source: http://upload.wikimedia.org/wikipedia/commons/d/d9/Dette_publicue_PIB_2010.JPG

«En 2010, aucun pays n'est en mesure de respecter les critères de Maastricht qui fixent la limite de la dette à 60% du produit intérieur brut (PIB) et celle du déficit budgétaire à 3%. En 2009, l'endettement global des seize pays de la zone euro avaient atteint 7000 milliards d'euros, soit 78,7% de leur PIB» ([Zone euro : L'heure de vérité](#)).

«La France, avec un déficit public de près de 137 milliards d'euros en 2010, a le déficit le plus important de la zone euro si on ne tient pas compte de son poids relatif par rapport à l'économie du pays».

Les mesures adoptées dans les pays les plus endettés de la zone euro pour les sortir de l'endettement sont propres à les maintenir dans un état de léthargie chronique, car ceux-ci ne seront pas en position de favoriser la croissance et d'effacer leurs déficits: «Le problème c'est qu'en réduisant leurs déficits budgétaires, ils freinent la croissance et l'emploi et réduisent leurs recettes fiscales. Ils sont donc dans l'incapacité d'atteindre un objectif concerté de réduction de leurs déficits. C'est le piège mortel de la dette dans lequel était tombée l'Argentine en 2002» ([blog-de-la-finance-et-de-l-economie](#)).

II. Les programmes de redressement et d'austérité et des budgets nationaux rigoureux pour 2012 (Grèce, Portugal, France, Italie et Royaume-Uni)

Au cours de la dernière année, on a forcé tous les gouvernements fortement endettés à appliquer avec rigueur des plans d'austérité et, notamment en Grèce, au Portugal, en France, en Italie, en Irlande et au Royaume-Uni. Dans presque tous les pays on a proposé l'adoption de budgets rigoureux comme on a pu l'observer au Royaume-Uni et en France et ce avec l'adoption du budget 2012 ([Budget 2012 : le plus rigoureux depuis l'après-guerre](#)).

Grèce

[L'un des derniers programmes d'austérité en lice imposé à la Grèce, comme les autres, affectera d'une manière brutale l'environnement de la nation toute entière.](#) Pour sortir de la crise le gouvernement grec doit appliquer un nouveau plan d'austérité dont le but est de ramener le déficit public actuel de 10,5 % à 1,1 % d'ici 2015. L'ensemble des économies budgétaires est chiffré à 28,5 milliards d'euros.

Voici les principales mesures de ce plan :

1. Baisse des dépenses de l'État :

Réduction drastique de l'emploi public. Un seul fonctionnaire sur 10 sera remplacé. Économie de 13,8 milliards d'euros. En plus des baisses de salaires, le licenciement d'employés publics deviendra possible. Les critères pour les allocations sociales sont durcis.

2. Hausse d'impôts :

Le seuil d'imposition abaissé de 12 000 à 8 000 euros donnera 14,6 milliards d'euros.

La TVA sera augmentée, une taxe de solidarité et une nouvelle taxe professionnelle seront créées.

3. Des privatisations :

La Grèce espère engranger 50 milliards d'euros en privatisant les ports, les aéroports, la Poste, l'énergie, les paris sportifs et les banques.

[Ce plan doit être adopté par le Parlement.](#)

Portugal

Le Portugal, de son côté, «a obtenu mercredi 16 novembre un satisfecit de la « Troïka » (FMI, Union européenne et Banque centrale européenne) représentant les créanciers du

pays, ouvrant la voie à l'octroi d'une nouvelle tranche d'aide dans le cadre du prêt de 78 milliards d'euros. S'estimant « très satisfaits » des efforts réalisés par Lisbonne, les inspecteurs de la Troïka ont ainsi recommandé le versement des 8 milliards d'euros promis, qui pourrait selon eux survenir en décembre ou en janvier. Dans le cadre du programme d'aide aux pays en difficulté de la zone euro, le Portugal a déjà reçu 31,3 milliards d'euros».

« Les perspectives pour 2012 sont particulièrement sombres pour l'économie portugaise. Le gouvernement prévoit un recul de 2,8 % du PIB, et Bruxelles de 3 %, soit la plus mauvaise performance de la zone euro. De nouveaux indices ont confirmé ces dernières semaines les difficultés croissantes de l'économie portugaise, qui s'est contractée de 0,4 % au troisième trimestre, tandis que le chômage est reparti à la hausse pour s'établir à 12,4 %».

« Pendant la mission de la troïka, le Parlement a adopté la semaine dernière en première lecture le budget pour l'année prochaine, caractérisé par une rigueur draconienne. Il prévoit notamment la suppression des 13e et 14e mois pour les fonctionnaires et les retraités aux revenus supérieurs à 1 000 euros, et l'augmentation d'une demi-heure de la durée quotidienne du travail dans le secteur privé. Tout en relevant que « la mise en oeuvre du budget 2011 s'est révélée difficile », les inspecteurs de la troïka saluent les mesures « audacieuses et bienvenues » prises par le Portugal pour remettre sur les rails son programme d'assainissement budgétaire».

« Le Portugal connaît en outre une poussée du mécontentement social. Une manifestation à Lisbonne de fonctionnaires et de militaires a rassemblé samedi dernier quelque 190 000 personnes, selon les syndicats, qui ont vu dans cette manifestation une « répétition » de la grève générale prévue le 24 novembre» ([La Troïka autorise le versement d'une nouvelle tranche d'aide au Portugal](#)).

France

La France, considérée encore très récemment comme ayant une solidité exemplaire, devra adopter un budget de grande rigueur pour 2012. Selon le premier ministre, François Fillon, «le seul moyen de réduire la dette française est de réduire les dépenses de l'État...L'heure de vérité a sonné, il n'est pas utile de s'en prendre aux agences de notation, aux banquiers, aux spéculateurs ou à je ne sais quel bouc émissaire, pas utile de faire croire qu'il y a des trésors cachés pour financer nos dépenses publiques quand on a le record de la dépense publique et le record des prélèvements obligatoires. Il n'y a pas d'autres recettes pour réduire l'endettement que de réduire la dépense. Cette réalité est incontournable, le seul programme qui vaille en 2012 c'est le retour à l'équilibre des comptes publics », a-t-il ajouté». Il « promet que le budget de l'Etat pour 2012 sera le plus rigoureux depuis l'après-guerre » ([Budget 2012 : le plus rigoureux depuis l'après-guerre](#)). Le Premier ministre annonce 11 milliards d'euros d'économies en 2012 ([Budget : Fillon annonce 11 milliards d'euros d'économies en 2012](#)).

Italie

En Italie, « la nouvelle cure d'austérité italienne de 45,5 milliards d'euros, annoncée le 12 août après l'adoption d'un premier plan de 48 milliards en juillet, doit permettre au pays de parvenir à l'équilibre budgétaire en 2013 au lieu de 2014 et de réduire son énorme dette (120% du PIB) » ([Manifestations contre l'austérité en Espagne et en Italie](#)).

Royaume-Uni

« Le gouvernement a décidé d'imposer une cure de rigueur sans précédent au Royaume Uni, avec des coupes budgétaires de plus de 90 milliards d'euros d'ici à 2015» ([Londres: manifestation contre l'austérité](#)).

III. Les coups d'État. Une menace contre la démocratie

Des coups d'État ont été hourdis en Grèce et en Italie. Dans les autres pays de la périphérie la tenue d'élections anticipées a fait baisser la pression exercée par les marchés et, notamment, en Irlande et en Espagne. Mais, c'est en Italie que le coup d'État a été le plus cruel et inacceptable avec la nomination de technocrates non élus au Conseil des ministres (Bélaïr-Cirino, Marco, 2011). Ce processus engagé sans retenue s'avère très dangereux pour l'avenir de la démocratie dans ce pays et pour le reste de l'espace européen. Il s'agit là d'une véritable usurpation du pouvoir par la finance internationale.

IV. La colère de la rue. Une grande clameur au-dessus de l'Europe

Depuis le déclenchement de la crise grecque en 2010 et l'annonce des premières mesures de lutte contre l'endettement des États et les déficits budgétaires les manifestations publiques contre l'imposition de mesures d'austérité et de rigueur se sont multipliées dans les rues des grandes capitales et autres grandes villes. Voici un bref aperçu de quelques-unes de ces manifestations qui se sont déroulées au cours de l'année 2011:

Royaume-Uni - 27 mars - Londres - 250 000 à 500 000 personnes - [Contre l'augmentation des frais de scolarité](#)

Grèce - 28-29 juin - Athènes - [Grève générale nationale et manifestations sur la place Syntagma](#)

Europe - 29 septembre - [Bruxelles - 100 000 personnes](#)

France - 11 octobre - [Marseille](#)

Espagne - 22 octobre - Madrid - 70 000 à 100 000 personnes - [Contre les coupures dans l'éducation](#)

Italie - 8 novembre - [Rome, Naples, Milan, Florence](#): une centaine de manifestations étaient organisées par la CGIL parallèlement à un arrêt de travail de 8 heures qui entraînait des perturbations dans les transports et la fermeture de sites touristiques comme le Colisée de Rome» .

Portugal - 12 novembre - [Lisbonne - 190 000 personnes](#)

Grèce - 17 novembre - Athènes - 27 000 personnes

Italie - 18 novembre - Milan - Rome - Palerme - Turin - Bari - [Des milliers de personnes](#) (AFP et Reuters, 2011).

Conclusion

La crise économique mondiale n'épargnera personne, car elle est systémique et affecte

toutes les économies intégrées dans le filet de la mondialisation. Les guerres de l'Afghanistan et de l'Irak ont exercé une portée énorme sur les économies des pays occidentaux et les coûts de destruction de la Libye ont accentué les déficits des pays engagés.

La crise qui affecte les membres de la zone euro pourrait conduire à une véritable désintégration des sociétés, car les efforts déployés pour le remboursement de la dette et l'imposition de coupures budgétaires draconiennes et austères auront une incidence majeure sur toutes les activités productives et sociales. Le processus d'intégration des économies nationales participantes de la zone euro est resté inachevé et les économies les plus faibles et les plus fragilisées de la périphérie (Grèce, Irlande et Portugal) se sont retrouvées obligées, selon le cas, d'accepter des prêts pour absorber les intérêts de leur dette ou d'appliquer des programmes d'austérité pour réduire les déficits budgétaires, des prêts qu'elles considèrent d'ores et déjà extrêmement difficiles à rembourser. En outre, dans le même sens on a fortement conseillé à la France, à l'Espagne, à l'Italie et au Royaume-Uni de bâtir un budget national d'une grande rigueur pour l'année 2012.

L'année 2011 s'est avérée l'année au cours de laquelle les grandes puissances occidentales ont développé une attitude impérialiste vis-à-vis des économies les plus marginalisées par la crise économique mondiale. Leur instrument principal, le soi-disant marché néolibéral, qui a été au cœur des enjeux politiques et économiques mondiaux au cours de la décennie des années 1980, profite du marasme des États pour en réduire la taille par les privatisations et pour les rendre totalement soumis à leurs intérêts, le tout amplifié par le recours aux décotes. Cependant, il leur importe de sortir les pays européens du borborygme dans lequel il les a plongés pour rétablir une plateforme sûre et stable sur laquelle ils pourront augmenter la rentabilité à long terme de leurs investissements.

Cette situation générale a déjà mobilisé la société civile pour combattre cet assaut brutal des grands trusts internationaux. Les manifestations de colère et de réprobation des syndicats, des ouvriers, des fonctionnaires et même des militaires (au Portugal) contre les plans d'austérité vont se poursuivre et elles constitueront une vague très puissante qui verra les peuples reprendre peu à peu le pouvoir qui leur revient.

Références

AFP / BOITARD, Catherine. 2011. Grèce: un gouvernement de coalition pour lutter contre la dette. Hébergé par Google. Le 11 novembre 2011.

En ligne:

http://www.google.com/hostednews/afp/article/ALeqM5jNrL_gsyYeRDfO25k1cE-h-ZHLeA?docId=CNG.3709aff2a856fb4149a7fd8238d8b186.4a1

AFP et REUTERS. 2011. Mario Monti dévoile son programme de sortie de crise. Des milliers d'italiens dénoncent le «gouvernement des banquiers». Journal le Devoir, le 18 novembre 2011, p. B 9.

AFP / GOULIAMAKI, Louisa. 2011. Grèce: l'extrême droite fait son entrée au gouvernement. leParisien.fr, le 11 novembre 2011.

En

ligne:

<http://www.leparisien.fr/crise-europe/grece-l-extreme-droite-fait-son-entree-au-gouvernement-11-11-2011-1714288.php>

AFP et LE FIGARO. 2011. Le Sénat italien valide le plan d'austérité. Le Figaro.fr. Le 7 septembre 2011.

En ligne : <http://www.lefigaro.fr/flash-eco/2011/09/07/97002-20110907FILWWW00592-italie-le-senat-valide-le-plan-d-austerite.php>

AFP. FRANCE 24. 2011. Manifestations contre le plan d'austérité italien examiné par le Sénat. France 24. L'ACTUALITÉ INTERNATIONALE 24H24. Le 6 septembre 2011.

En ligne : [France 24](#)

BÉLAIR-CIRINO, Marco. 2011. «Il Professore» Monti promet fidélité à l'Italie. Banquiers, diplomates et chefs d'entreprise formeront le nouveau cabinet. Journal Le Devoir, le 17 novembre 2011, p. A 1.

BROUSSEAU, François. 2011. Dictature technocratique. Journal Le Devoir, le 14 novembre 2011, p. B 1.

DUFOUR, Jules. 2010. 2011. Crise du capitalisme hégémonique. Appauvrissement, faim et plus grande vulnérabilité des zones de vie. Montréal, Centre de recherche sur la mondialisation (CRM), le 28 décembre 2010.

En ligne : <http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=22539>

Éditions Volkmar MEIER/Nicolas Kienast. AFP. 2011. Le nouveau plan d'austérité de la Grèce. Radio-Canada, le 26 juin 2011.

En ligne : <http://www.radio-canada.ca/nouvelles/animations/2011/afp/GreeceCutsFR2806/index1.html>

ELMUNDO.es. 2010. En qué consiste el plan de austeridad de Grecia ? EL MUNDO.es/Agencias. Le 2 mai 2010.

En ligne : <http://www.elmundo.es/mundodinero/2010/05/02/economia/1272797770.html>

EURONEWS. 2010. Le nouveau plan d'austérité espagnol. Euronews, le 27 mai 2010.

En ligne : <http://fr.euronews.net/2010/05/27/le-nouveau-plan-d-austerite-espagnol/>

EURONEWS. 2011. Dette souveraine : l'Italie et l'Espagne inquiètent à nouveau. Euronews, le 3 août 2011.

En ligne : <http://fr.euronews.net/2011/08/03/dette-souveraine-l-italie-et-l-espagne-inquietent-a-nouveau/>

EUROSTAT. 2011. Communiqué de presse. Euroindicateurs. 26 avril 2011.

En ligne : http://epp.eurostat.ec.europa.eu/cache/ITY_PUBLIC/2-26042011-AP/FR/2-26042011-AP-FR.PDF

FAUCONNIER, Laurène. 2010. Comment les Européens perçoivent la crise sociale. Métis. Le 12 Juillet 2010.

En ligne : http://www.metiseurope.eu/comment-les-europ-ens-per-oivent-la-crise-sociale_fr_70_art_28862.html

FRANCE 24. 2010. Le Portugal adopte un plan d'austérité pour déjouer le scénario irlandais.

France 24. L'Actualité internationale. Le 26 novembre 2010.

En ligne :
<http://www.france24.com/fr/20101126-portugal-zone-euro-budget-austerite-reduction-deficit-2011-aides-ue-fmi-grece-irlande-crise-financiere>

HALAIS, Gilles. 2011. La Grèce adopte un nouveau plan d'austérité draconien. France Info. Le 17 septembre 2011.

En ligne :
<http://www.france-info.com/monde-europe-2011-06-29-la-grece-adopte-un-nouveau-plan-d-austerite-draconien-547080-14-15.html>

KADRI, Françoise. 2011. L'Europe face aux Marchés. L'Italie adopte les réformes anti-crise. Journal Le Devoir, les 12 et 13 novembre 2011, p. C1.

LES ECHOS. 2011. Budget : Fillon annonce 11 milliards d'euros d'économies en 2012. Les Echos, le 24 août 2011.

En ligne :
<http://www.lesechos.fr/economie-politique/france/actu/0201586711266-budget-fillon-annonce-11-milliards-d-euros-d-economies-en-2012-209891.php>

LEFIGARO.FR ET REUTERS. 2011. Budget 2012: le plus rigoureux depuis l'après-guerre (Fillon). Le Figaro.fr, le 5 novembre 2011. En ligne:

<http://www.lefigaro.fr/flash-eco/2011/11/05/97002-20111105FILWWW00353-budget-2012-le-plus-rigoureux-depuis-l-apres-guerre-fillon.php>

LEMONDE.FR et AFP. 2010. L'Espagne adopte un plan d'austérité et la retraite à 67 ans. LEMONDE.FR. Le 31 janvier 2010.

En ligne :
http://www.lemonde.fr/europe/article/2010/01/29/l-espagne-adopte-un-plan-d-austerite-et-la-retraite-a-67-ans_1298717_3214.html

LEMONDE.FR et AFP. 2010. Les principales mesures du plan d'austérité grec. LEMONDE.FR Le 5 mai 2010.

En ligne :
http://www.lemonde.fr/europe/article/2010/05/02/les-principales-mesures-du-plan-d-austerite-grec_1345619_3214.html

LEMONDE.FR et AFP. 2011. La Troïka autorise le versement d'une nouvelle tranche d'aide au Portugal. Le 16 novembre 2011.

En ligne:
http://www.lemonde.fr/europe/article/2011/11/16/la-troika-autorise-le-versement-d-une-nouvelle-tranche-d-aide-au-portugal_1604759_3214.html

LE NOUVEL OBSERVATEUR/AFP. Les flous grec et italien affolent les marchés. Le nouvel Observateur. Le 10 novembre 2011.

En ligne :
<http://tempsreel.nouvelobs.com/economie/20111110.OBS4216/les-flous-grec-et-italien-affolent-les-marches.html>

OUBRIER, Jean-Baptiste. 2011. Les marchés sont-ils responsables de la chute des gouvernements? Journal Le Devoir, les 12 et 13 novembre 2011, p. C1.

RANDOUX, Patrice. 2011. La France craint d'être la prochaine victime. Journal Le Devoir, les 12 et 13 novembre 2011, p. C1.

ROBIN, Jean-Pierre. 2009. Une horloge mondiale pour mesurer les dettes publiques. Le Figaro.fr. Le 24 septembre 2009.

En ligne:

<http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2009/09/24/04016-20090924ARTFIG00708-une-horloge-mondiale-pour-mesurer-les-dettes-publiques-.php>

ROCHE, Marc. 2011. Les hommes de Goldman Sachs. La banque d'affaires américaine a construit un important réseau d'influence. Journal Le Devoir, le 15 novembre 2011, p. B1.

Sites Internet

Crise de la dette publique dans la zone euro:

http://fr.wikipedia.org/wiki/Crise_de_la_dette_dans_la_zone_euro#Tableau_des_dettes_et_d.C3.A9ficits_publics

Dette publique des États de la zone euro:

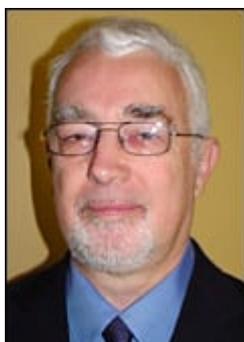
http://fr.wikipedia.org/wiki/Dette_publique_des_%C3%89tats_de_la_zone_euro

Fichier : Dettes souveraines 2011.jpg:

http://fr.wikipedia.org/wiki/Fichier:Dettes_souveraines_2011.jpg

Les pays les plus endettés :

http://upload.wikimedia.org/wikipedia/commons/e/ed/Dettes_souveraines_2011.jpg



Jules Dufour, Ph.D., est président de l'Association canadienne pour les Nations Unies (ACNU) /Section Saguenay-Lac-Saint-Jean, professeur émérite à l'Université du Québec à Chicoutimi, membre du cercle universel des Ambassadeurs de la Paix, membre chevalier de l'Ordre national du Québec. Il est associé de recherche au CRM (Centre de recherche sur la Mondialisation).

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Prof. Jules Dufour](#), Mondialisation.ca, 2015

Articles Par : [Prof. Jules Dufour](#)

A propos :

Jules Dufour, Ph.D., C.Q., géographe et professeur émérite. Chercheur-associé au Centre de recherche sur la Mondialisation, Montréal, Québec, Canada.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca